

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Les feuilles de l'automne

LE romantisme n'est pas révolu, mais on doit bien avouer qu'au charme du tourbillonnement des feuilles mortes de l'automne, se substitue peu à peu, mais sûrement, la chute, moins poétique, d'autres feuilles. Celle des impôts sur les revenus, celle des impôts locaux, et les feuilles de paie amputées de 1 % de cotisation à la Sécurité sociale. Selon les régions, ces impôts sont exigibles dès maintenant, dès le 15 octobre ou dès le 15 novembre. Les chances sont minces de passer à travers les mailles très serrées du réseau de l'imposition.

Mais comment faire, quand on ne possède pas un sou vaillant ? La seule perche tendue est de payer ses impôts en plusieurs mensualités. La belle affaire que voilà !

Aussi, cette année, plus que toutes les autres années peut être, des familles vont être poursuivies. Combien de saisies-arrêts sur les salaires, combien de saisies sur les meubles ? Toute poursuite pour défaut de paiement est révoltante en elle-même, mais celles pour ne pas avoir payé ses impôts est d'un degré plus élevé dans l'injustice.

D'une manière générale, l'imposition sur la taxe d'habitation et sur le revenu est de plus en plus pesante.

Obtenir une légère augmentation des salaires peut faire basculer d'une tranche à une autre et pourtant cette augmentation non seulement se justifie par la hausse du coût de la vie, mais elle est encore avallée par cette même hausse de la vie.

Et les impôts locaux, alors ? Défiant toute logique, tout critère de rationalité, ils sont établis en fonction d'un « code de confort ». Est-ce votre faute, à vous, si, à proximité de votre domicile, il y a une gare, ou si vous avez un ascenseur dans votre immeuble ?

Alors que le poids de l'impôt est de plus en plus lourd pour les contribuables, les sociétés, elles, paient moins d'impôts. L'impôt sur les revenus sera augmenté de 16,5 % en 1980, par contre l'impôt sur les sociétés, lui, n'augmentera que de 4,9 %... et elles ont bénéficié au titre « de l'aide aux investissements productifs » de 3,5 milliards de réduction. Pourquoi faire ? Pour amorcer le 3e pacte national pour l'emploi, pour la restructuration dans la téléphonie, pour poursuivre celle de la sidérurgie, etc.

De même la hausse de 1 % de la cotisation sociale au mois d'août, de quels bienfaits s'accompagne-t-elle ? D'une suppression de lits dans les hôpitaux, de restrictions sur le nombre des ordonnances, de déjà 3 000 licenciements parmi les hospitaliers.

Signe manifeste du rabotage de notre pouvoir d'achat : cette année, les cotisations sociales dépasseront les impôts de l'État qui pourtant sont loin d'être minces !

Nathalie VILLOTIERS.

Le baromètre descend : ça chauffe sur les charges



Les pétroliers ne seraient-ils pas par hasard en train de faire de l'intoxication pour préparer le terrain à la hausse ?

Voir page 3

Assassinat de Pierre Goldman

Marche silencieuse, jeudi, pour la levée du corps

C'EST jeudi 27 à 16 h qu'aura lieu la levée du corps de Pierre Goldman, assassiné le 20 septembre à Paris.

Un communiqué de sa famille et de ses amis appelle à « une marche silencieuse, sans banderoles et sans drapeaux » pour accompagner Pierre de l'Institut médico-légal au cimetière du Père-Lachaise où il sera inhumé provisoirement.

A cet appel « de ceux qui l'aimaient » lancé à la population parisienne pour qu'elle vienne « nombreuse manifester son émotion », se sont joints les signataires du communiqué que nous avons publié dans notre édition datée de mardi 25. (*)

Par ailleurs, la plupart de ces organisations appellent à un meeting mardi soir à la Mutualité.

Du côté de la police, l'enquête se poursuit, et les hypothèses retenues après l'audition d'un témoin seraient celle de tueurs recrutés en Espagne : en effet, le témoin qui a croisé les assassins dans leur fuite a entendu la fin d'une

phrase en espagnol. Et l'on sait que dans les milieux terroristes d'extrême-droite, il est courant d'avoir recours à des hommes de main d'une nationalité étrangère : par exemple, des Français ont pu travailler pour des groupes espagnols dans des attentats contre les Basques.

Le doute reste pourtant entier sur les vrais responsables de ce crime odieux et sur ses raisons.

Au-delà de la profonde révolte soulevée par ce crime fasciste, la marche silencieuse de jeudi sera porteuse de ce doute et avec lui, d'une certaine angoisse, comme l'écrit Serge July dans l'édition de *Liberation* de mercredi 26 : « L'angoisse qui entoure le cadavre de Pierre Goldman paraît immense, comme une vague qui en déferlant submerge les différences, et rassemble dans un même sentiment une foule qui brutalement vient de découvrir l'existence d'un terrorisme d'extrême-droite... C'est pourquoi les obsèques de Pierre Goldman prennent une telle place dans nos existences. La marche silencieuse souhaitée par ceux qui

l'aimaient » aura cette angoisse en charge. Il faudra la trainer sur l'asphalte comme un fardeau impalpable. Et peut-on dire la respecter, sans banderoles, sans slogans, sans sonos, sans drapeaux : mais avec la foule. Une foule nue d'anonymes, de gens mêlés... disant, qu'ils ont tous reconnu un acte fasciste dans cet assassinat. » (...)

« Pierre Goldman n'était le héros de nulle cause » dit aussi July, « mais l'amoureux de beaucoup d'entre elles ».

Notre frère sans doute.

SIGNATAIRES

Mouvement d'action judiciaire ; Syndicat des avocats de France ; Syndicat de la Magistrature ; Parti socialiste ; Association française des juristes démocrates ; MLAC ; Ligue des droits de l'homme ; Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ; Fédération nationale des radios libres ; Syndicat de la Médecine générale ; MAS, CCA ; Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) ; PSU ; CFDT ; CINEL ; MRAP ; OCI ; UNEF-US ; FEN ; FAST ; MRG ; OCT ; Collectif du 23 mars ; MJS ; PCR (ml) ; UJRE ; Libre pensée.

IMMIGRES

Il est possible de mobiliser largement
Rassemblement national
Français-immigrés à Garges
 Voir page 4

Carter reçoit les dirigeants du Nicaragua

LE président américain Carter a reçu des représentants du nouveau gouvernement du Nicaragua. Avant son départ pour Washington, un dirigeant du Nicaragua, Sergio Ramirez, avait notamment déclaré que « l'invitation du président Carter témoigne du réel souci du gouvernement des Etats-Unis de maintenir des relations cordiales avec le gouvernement du Nicaragua ».

Pourtant, certains secteurs américains continuent de soutenir l'ancien dictateur, Somoza, qui a trouvé refuge au Paraguay.

L'un des objectifs de la visite des dirigeants nicaraguayens à New York est de renégocier la dette extérieure du Nicaragua, qui s'élève à plus d'un milliard de dollars.

ESPAGNE

Adolfo Suarez ajourne son voyage en Amérique

LE chef du gouvernement espagnol, Adolfo Suarez, devait partir ce mercredi 26 septembre pour effectuer un voyage de plusieurs jours en Amérique centrale et aux Etats-Unis. Il devait notamment se rendre au Nicaragua pour y rencontrer les nouveaux dirigeants sandinistes.

Mardi 25 septembre, le gouvernement espagnol a fait savoir qu'Adolfo Suarez avait décidé d'ajourner son voyage. Bien que les raisons de cet ajournement n'aient pas été indiquées, il ne fait pas de doute qu'il est la conséquence de l'agitation qui s'est emparée des milieux militaires espagnols après les assassinats de la semaine dernière.

Le ministre de la Défense a lancé un appel à tous les Espagnols, les invitant à rester unis et à s'identifier avec « la douleur des forces armées, qui ont un comportement exemplaire ».

De son côté, le président du conseil général basque, M. Garaicoechea, a déclaré lundi que « L'ETA militaire recherche le chaos d'une dictature militaire pour arriver à ses fins ».

Tous les milieux politiques, y compris au pays basque, ont condamné l'ETA militaire pour ses derniers attentats.

H. B.



Un MIG-21 syrien abattu au sud de Beyrouth par la chasse israélienne.

LIBAN

Nouvelle agression de Begin le terroriste

LE lundi 24 septembre s'est ouvert à Rome un colloque sur « les droits nationaux du peuple palestinien et la paix au Proche-Orient ». Cette réunion fournit à des militants palestiniens et à des progressistes israéliens l'occasion de se rencontrer. Ahmed Dajani, membre du comité exécutif de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), a exposé, le premier jour, la politique de son organisation. Il a notamment déclaré que le renforcement des contacts avec les forces israéliennes favorables à la cause palestinienne était très souhaitable.

Le lundi 24 septembre également, M. Selim El Hoss, président du conseil libanais, s'est rendu à Damas pour s'entretenir avec les dirigeants syriens de la situation au Liban, et tout particulièrement au Sud-Liban agressé presque quotidiennement par les forces sionistes.

C'est ce même jour qu'ont choisi les dirigeants israéliens pour se livrer à une opération aérienne au-dessus du territoire libanais qu'ils ont pudiquement qualifiée de « missions de reconnaissance ». Il s'agissait en fait d'une agression caractérisée, en violation flagrante de toutes les ré-

gles internationales. L'aviation sioniste a abattu au sud de Beyrouth quatre MIG-21 syriens ; quant à la DCA, elle a descendu deux F 15 israéliens. C'est la première fois que ces nouveaux avions livrés à Israël par les USA sont utilisés en opération de guerre.

Begin peut bien faire des sourires à Sadate, il n'empêche que malgré la réprobation internationale et les critiques de leurs agressions répétées au Sud-Liban, y compris par les Etats-Unis, les sionistes n'en continuent pas moins leur politique de terreur.

H. B.

DIPLOMATIE

La Belgique et l'OLP

APRES la visite d'Arafat en Espagne, l'OLP continue de marquer des points sur le plan diplomatique. Le ministre belge des Affaires étrangères a déclaré qu'on ne peut pas considérer Jérusalem comme étant « de manière

irréversible sous souveraineté israélienne ». Le ministre souligne que pratiquement tous les pays européens reconnaissent « le fait de l'OLP ».

Après avoir noté que « l'idée de la représenta-

tivité de l'OLP avait incontestablement fait des progrès en Europe, ces deux dernières années », le ministre belge a déclaré que « le dialogue de fait » entre la Belgique et l'Organisation de libération de la Palestine « correspondait à la nature de l'OLP ».

ZIMBABWE

Le Front patriotique déçoit les espoirs des racistes

LUNDI 24 septembre, les dirigeants du Front patriotique du Zimbabwe, MM. Mu et Nkomo, ont fait savoir qu'ils étaient prêts à accepter le principe d'une représentation spéciale de la minorité blanche dans le futur régime de la Rhodésie-Zimbabwe.

Rappelons que le projet de constitution préparé par le gouvernement britanni-

que prévoit pour la minorité blanche une représentation de 24 sièges sur 120. Jusqu'à présent, les chefs du mouvement de guérilla avaient toujours rejeté le principe d'une représentation particulière pour la minorité blanche.

Il s'agit donc là d'une ouverture importante, destinée à « apaiser les craintes des blancs », comme ils l'ont eux-même dit. Contra-

irement aux espoirs des racistes, il est donc de plus en plus clair que les dirigeants du Front patriotique n'ont nullement l'intention de désertier la conférence de Londres. Malgré les multiples provocations visant à les pousser à la rupture, ils sont déterminés à tout mettre en œuvre pour trouver une solution négociée.

H. B.

ARGENTINE

Le gouvernement français désavoue son attaché militaire

LE 10 septembre dernier, à l'occasion d'une remise de décoration avant son retour en France, le colonel Le Guen, attaché militaire à l'ambassade de France à Buenos-Aires, avait osé affirmer sa solidarité avec les forces armées argentines dans leur lutte contre la subversion. Il s'était même félicité d'avoir participé lui-même à cette lutte.

Le lundi 24 septembre, le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères a déclaré à ce propos :

« 1) Le ministère des Affaires étrangères ne peut que désapprouver les propos du colonel Le Guen ; 2) Tous les représentants français, quel que soit leur statut ou leur fonction, sont tenus au devoir de réserve ;

3) Le colonel Le Guen n'est plus attaché militaire auprès de l'ambassade de France à Buenos-Aires depuis le 8 septembre. »

Par ailleurs, le ministère des Affaires étrangè-

res a publié un communiqué signalant que l'ambassadeur de France en Argentine, M. Destremau, avait été reçu par le ministre argentin de l'Intérieur auquel il a notamment « indiqué les dispositions du projet de loi sur les disparus qui lui ont paru les plus discutables, s'agissant d'un projet susceptible de s'appliquer à des Français ». Le communiqué précise encore que « Il a été demandé à M. Destremau de venir rendre compte à Paris des démarches effectuées à Buenos-Aires ».

Tout cela prouve que toutes les démarches, pétitions, manifestations et autres actions pour soutenir les disparus d'Argentine sont loin d'être inutiles. Elles obligent le pouvoir giscardien à agir et à faire pression sur la junte qui a usurpé le pouvoir au peuple argentin.

H. B.

NOUVELLE-CALEDONIE

Des dizaines de milliers de manifestants pour l'indépendance

MALGRE l'interdiction des manifestations en Nouvelle-Calédonie à l'occasion du 126e anniversaire de la colonisation de ce pays par la France, plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont regroupées dans les différentes villes.

A Nouméa, la capitale, 3 000 personnes ont répondu à l'appel du Front indépendantiste, constitué en juin dernier à partir de la fusion du Parti de libération kanak, de l'Union calédonienne et d'autres organisations. Les manifestants protestaient contre le défilé des militaires français, contre la répression et les licenciements politiques dans l'enseignement et re-

vendiquaient l'indépendance de leur pays.

La police française, dont des renforts avaient été envoyés de France en prévision de ces manifestations, a violemment chargé et deux moto-pompes de l'armée ont dispersé les manifestants.

Mais le quadrillage militaire impressionnant de Nouméa n'a pas pu empêcher le peuple kanak de manifester l'ampleur de sa mobilisation.

Quoiqu'en dise Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, il ne s'agit pas seulement des protestations de quelques individus. Et le colonialisme français risque fort de l'apprendre bientôt à ses dépens.

ESPIONNAGE

Un avion américain viole l'espace aérien de la Corée du Nord

UN avion d'espionnage américain « SR 71 », volant à grande vitesse et à haute altitude s'est introduit le 20 septembre à 53 km à l'intérieur de la ligne de sécurité militaire, de la République

populaire et démocratique de Corée.

Selon l'Agence nord-coréenne, c'est la 7e fois depuis le début du mois que des avions américains violent l'espace aérien, en franchissant la ligne de sécurité.

KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE Visite de deux organisations internationales

Des représentants de la Croix-rouge internationale et de l'Organisation internationale de l'enfance ont visité récemment des régions contrôlées par le gouvernement de Kampuchea démocratique.

La Croix-rouge du Kampuchea a accueilli les représentants des deux organisations.

Selon une information de Reuters émanant de Genève,

un porte-parole du Fonds des Nations-Unies pour l'enfance a dit le 21 septembre que trois représentants de la Croix-rouge internationale et d'autres organisations internationales de secours étaient entrés le 18 septembre au Kampuchea, venant de la Thaïlande. Ils ont livré 850 kilogrammes de médicaments et d'aliments. Le 20 septembre, ils ont regagné la Thaïlande sains et saufs.

PARTIS

PC-PS : polémique autour de l'URSS et de la Défense

ASTRASBOURG, les représentants du PCF et du PS (et également du RPR) viennent de voter ensemble au Parlement européen contre la tenue d'un débat sur la politique européenne d'armement.

Ce débat fut approuvé par une majorité de parlementaires européens en dépit des votes et des objections des députés français qui dénoncent un empiètement de l'Assemblée de Strasbourg sur la souveraineté française en matière de défense.

Pourtant, à Paris, au même moment, s'est engagée une polémique assez vive entre les dirigeants socialistes et ceux du PCF, précisément à propos de la politique de défense.

Dimanche passé au cours de l'émission « Club de la presse » d'Europe 1, G. Marchais avait indiqué que les divergences en la matière entre le PCF et le PS avaient « été une des raisons de l'échec du Programme commun ».

S'adressant aux socialistes, il concluait : « Il ne faut pas dire que vous étiez pour l'existence d'une force de frappe indépendante et nationale ».

La réponse socialiste est venue par la bouche de Jean Poperen avec un ton également vif : « Cette déclaration de Georges Marchais est d'une réelle gravité. Elle signifie que c'est bien pour des raisons de politique extérieure d'abord que les dirigeants du Parti communiste français ont rompu l'Union de la gauche. La justification de toutes les initiatives, sans exception, de la diplomatie de l'URSS et de ses alliés, notamment au Cambodge et en Afrique, le refus hargneux de répondre à propos du document Orlov sur l'ampleur du phénomène concentrationnaire en URSS procédaient du même état d'es-

prit. Les raisons du retour à l'inconditionnalité de fait à l'égard de l'URSS et celle du nouveau cours de la politique du communisme mondial n'apparaissent pas encore très clairement mais les conséquences en seront très sérieuses et les socialistes ne doivent pas en différer un examen approfondi ».

Mardi 25 septembre, c'est Fiterman qui, au nom du PCF, alimente le débat s'en prenant au contenu du « projet socialiste » en cours de discussion au sein du PS.

Dans ce document, la force de frappe française serait conçue comme « l'élément nucléaire d'une défense européenne à l'échelle de l'Europe occidentale », ce qui déclenche les foudres de Fiterman.

Le Parti socialiste est accusé en clair de faire de la provocation à l'égard de Moscou et Fiterman poursuit : « C'est d'autant plus évident que dans ce même document, la majorité mitterrandiste s'en prend vivement, non seulement au socialisme dont elle nie l'existence, non seulement à la politique étrangère de l'Union soviétique condamnée en bloc, mais encore à la politique d'amitié et de coopération avec l'URSS elle-même ».

C'est tout le problème de la politique extérieure de l'URSS et des conséquences qu'il faut en tirer pour la défense de l'indépendance nationale en France et en Europe qui est au cœur de cette polémique.

Ce prolongement, au sein de la gauche, du débat sur la défense ouvert depuis cet été témoigne de l'isolement et des difficultés que provoque pour les dirigeants du PCF leur attitude de soutien presque inconditionnel à la politique agressive de la superpuissance soviétique.

RADIO LIBRES

Rendez-vous à Longwy

LE week-end prochain, les 28 et 29 septembre, une réunion internationale des radios libres aura lieu à Longwy, rassemblant spécialistes, militants, journalistes et aussi juristes de plusieurs pays d'Europe. Liberté d'information, procès et inculpations de personnalités, remise en cause du monopole seront au cœur des débats. Les organisateurs, l'ALO et Radio SOS emploi (CFDT) de Longwy, précisent que

l'accueil sera assuré au centre aéré d'Haucourt-Saint-Charles près de Longwy.

Pour participer au rassemblement, les délais étant un peu courts, on peut s'inscrire en téléphonant directement à l'UL-CFDT de Longwy (Tél : (82) 23.40.50). Pour écrire, adresse de l'UL : 9, rue du Colonel Merlin - LONGWY-BAS - 54400 (CCP 215.603 NANCY). La somme demandée pour frais de participation est de 145 F.

Ça chauffe sur les charges

Après un mois d'août où le temps n'a guère été au beau fixe, l'automne s'annonce plutôt frais. Certes, les météorologues prédisent que cette vague de froid ne fait que passer. En attendant le froid est là et l'on s'inquiète ferme dans les cités face aux déclarations contradictoires des responsables. Pourra-t-on se chauffer convenablement cet hiver et à quel prix ?

LE retour du chauffage n'est pas prévu avant le 15 octobre, mais dans quelles conditions.

A un moment où tout un front de froid balaye l'Hexagone, les déclarations se succèdent à la télévision. André Giraud, ministre de l'Industrie assure : « Il n'y aura pas de pénurie de fuel de chauffage cet hiver... nous ne serons pas pris de court ». Et l'on nous montre des images rassurantes quand aux stocks de fuel, EDF n'a-t-il pourtant pas laissé entendre dès cet été que les coupures cet hiver seraient « possibles », sinon « probables ».

Daniel Cabanne, directeur commercial de la Compagnie française de raffinage (CFR) fait état, quant à lui, d'une certaine « incertitude » sur l'approvisionnement.

ment en fuel domestique, notamment à partir du 31 décembre. Au passage, on annonce que le prix du fuel domestique est le plus bas d'Europe. De toute façon, ne vous inquiétez pas, il y aura moyen de s'approvisionner sur le marché libre de Rotterdam.

Evidemment, ce sera plus cher ! Bien entendu, André Giraud, qui est, lui, ministre, prend soin de préciser que, pour le moment, le gouvernement a seulement autorisé les compagnies à récupérer les hausses de pétrole brut. Mais ce duo a quand même quelque chose de troublant. Les pétroliers ne seraient-ils pas par hasard en train de faire de l'intoxication pour préparer le terrain à la hausse tandis que le ministre joue les rassurants et dédouane le gouvernement.

Pourra-t-on reprocher aux Français dans ces conditions, de manquer de confiance ? Toujours est-il que les fournisseurs ont été pris d'assaut dès juillet par des usagers qui doutent de l'avenir. Les commandes ont été de 83 % supérieures à celles de juillet 1978. En tout cas, personne ne sera à l'abri de la hausse du chauffage. L'augmentation du fuel domestique est évaluée de 30 à 40 % pour les mois à venir selon le secrétaire d'Etat au logement lui-même.

L'électricité vantée par EDF aura connu une hausse de 15 % durant l'année.

Un million quatre cent mille foyers ont gardé leur poêle à charbon, espérant ainsi faire des économies. Mais le charbon va subir une nouvelle hausse de 8 % le 1er octobre, ce qui portera à 27 % l'augmentation pour 1979.

On sait déjà, dans les immeubles, que les « comptes chauffage » seront lourds en prévision de quittances sans précédent. C'est pourquoi dans les cités et les quartiers, les organisations de locataires envisagent déjà les mesures à prendre et les actions à mener.

Daniel MARAIN

Six mesures pour le chauffage proposées par la Confédération nationale du logement

- Le lancement d'un programme d'isolation thermique des immeubles d'habitation, sans obligation de conventionnement et financé en partie sur les bénéfices des compagnies pétrolières.
- La suppression, ou tout au moins la réduction, du montant de la TVA sur le chauffage des logements.
- Le blocage des prix de l'énergie à leur taux actuel.

- Le versement d'une allocation exceptionnelle aux familles à faibles ressources.
- Le maintien du chauffage moyen à vingt degrés ainsi que de l'approvisionnement correspondant.

Le président de la CNL, Claude Massu, a adressé une copie de ces propositions au premier ministre, aux groupes parlementaires, aux centrales syndicales et à diverses associations.

AGRICULTURE

20000 éleveurs ovins manifestent à Rodez

Correspondante La Faucille Aveyron

VINGT MILLE éleveurs ovins ont manifesté à Rodez le mardi 25 septembre à l'appel des organisations syndicales agricoles. Ils sont venus de tous les coins du sud de la France, de la Méditerranée à la Loire, pour dire non au plan

de liquidation de dizaines de milliers d'entre eux. En effet, un système de protection de la viande de mouton a été maintenu jusque là ; mais dans le cadre de la politique agricole commune, la France vient d'être condamnée pour entrave à la libre circulation de la viande ovine et le marché ovin risque d'être envahi par les moutons néo-zélandais, par l'intermédiaire de la Grande-Bretagne.

Cela entraînerait une chute du cours de la viande de 30 à 40 % et obligerait des milliers d'éleveurs ovins à plier bagage pendant que trois ou quatre PDG de multinationales se rempliraient les poches.

Les éleveurs ovins, dont 5500 vivent en Aveyron, disent non à de tels règlements qui visent à envoyer les plus pauvres d'entre eux

rejoindre l'armée du chômage. Ils veulent que leur travail soit rémunéré à sa juste valeur et en ont assez des primes qu'on leur propose comme s'ils n'étaient pas capables de vivre d'autre chose que de la charité publique. Ils disent non à cette loi de la jungle qui laisse crever les pauvres qui ne peuvent pas se défendre, non à la désertification de la région, non aux spéculateurs.

SANTE

Nouvelle épidémie à la maternité Baudeloque

TROIS enfants sont à nouveau atteints d'une grave maladie intestinale aux causes non entièrement élucidées, l'entérite ulcéro-nécrosante, à la maternité Baudeloque de l'hôpital Cochin. Rappelons qu'au printemps dernier, une véritable épidémie de cette maladie avait frappé trente enfants provoquant même un décès. Les trois enfants atteints aujourd'hui sont en service de réanimation, leur état s'est apparemment amélioré. Il n'empêche qu'un enfant pourrait subir une intervention visant à créer un anus artificiel transitoire.

Depuis le 25 septembre, la maternité est fermée, mesure qui n'avait pas été prise au printemps dernier.

L'épidémie avait alors été attribuée à une source infectieuse, à la suroccupation des locaux, au moins comme facteurs favorisants. La preuve en est qu'elle avait entraîné un renforcement des mesures d'hygiène. Aujourd'hui, le professeur Sudreau, chef du service de gynécologie de la maternité, affirme que ces trois nouveaux cas l'amènent à revoir cette explication.

Sans mettre en doute

les interrogations de cet éminent médecin, il n'en reste pas moins que les raisons de cette maladie sont suffisamment mal connues pour qu'on soit amené à se poser certaines questions. Le problème de l'hygiène bien sûr de plus en plus difficile à assurer dans les hôpitaux les plus sophis-

tiés vu le manque de personnel. On peut se demander, vu la restriction des budgets, si les moyens financiers mis à la disposition des médecins qui ont

fait l'enquête lors de la première épidémie ont été suffisants.



LUTTE

Les travailleurs de Renault (Orléans) se battent pour leurs salaires et leurs conditions de travail

Orléans, correspondant

RENAULT-Saint-Jean-de-la-Ruelle (banlieue d'Orléans) et Renault-La Source sont en grève depuis le mercredi 19 septembre. Cette grève déclenchée par les ouvriers de l'atelier des soupapes (travail à l'huile) pour obtenir un quart d'heure de douche, s'est rapidement étendue à l'ensemble de l'usine de Saint-Jean-de-la-Ruelle.

Les revendications se sont également élargies : conditions de travail, classifications, cinquième semaine de congés payés, 300 F pour tous, réduction du temps de travail.

La direction, au cours de négociations avec la CGT et la CFDT, qui mènent unitairement la lutte, acceptait de donner 1/4 d'heure de douche sous forme de prime temporaire et faisait quelques promesses sur les salaires... si la grève était arrêtée, on connaît la musique !

La direction a poussé la plaisanterie jusqu'à adresser une lettre à chacun en disant qu'il perdait 180 F par jour (c'est bizarre, on perd plus de fric quand on est en grève qu'on en gagne quand on travaille !) ; que ce n'était pas bien de faire grève et qu'il fallait reprendre le travail, que c'était l'intérêt de tous (peut-être que pour la Régie, « tous » veut dire « moi » !).

A Saint-Jean-de-la-Ruelle, il y a de quoi se mettre en grève, rien qu'à écouter les travailleurs. « C'est la seule usine de précision de la Régie, on exige de nous une précision qui va des fois jusqu'au micron (1/1000e de mm) alors que nos machines sont bonnes à mettre à la ferraille ».

« On n'a des fois que 5 mètres carrés pour nos machines alors qu'il en faudrait 30. On ne peut même pas circuler dans l'usine tellement c'est encombré ».

Sur les salaires : « Il y a vingt-cinq ans que je travaille chez Renault, je suis au coefficient 165, tu ne peux pas trouver plus bas ».

« C'est pas compliqué, on fait tous un travail au-dessus de notre qualification, sans en avoir la paie ».

A Orléans, il y a 26 boîtes d'intérim, Renault connaît aussi le problème. Environ 70 intérimaires y travaillent pour 2.200 F par mois. Pour eux, c'est le chantage : « Bossez, laissez-vous et vous serez peut-être embauchés définitivement »... Quinze jours, trois semaines après, on les met dehors et on en réembauche une autre fournée et on en profite pour augmenter les cadences de tous : ce que peut faire un intérimaire, tout le monde peut le faire !

Et il y en aurait des choses à dire, sur le respect des travailleurs, sur le contrôle de la direction des arrêts-maladies, les volontaires désignés d'office pour travailler de nuit, etc.

La direction refuse de négocier, elle préfère solliciter les non-grévistes.

Les syndicats CGT et CFDT sont en contact avec les autres usines de la Régie car l'extension de la grève est le meilleur soutien qu'ils attendent.

Une manifestation a eu lieu dans les rues d'Orléans lundi avec les travailleurs de chez Tailleur...

Non, on n'a pas fini d'entendre parler des Renault !

Listes des sections, UL, UD, UP et des associations de travailleurs immigrés et de quartier, signataires de la lettre d'appel pour le combat contre les lois racistes Barre-Bonnet-Stoléro au 5 septembre 1979

- Comité de coordination des foyers en lutte
- UTIT : Union des travailleurs immigrés tunisiens
- CTA : Comité des travailleurs algériens
- AMF : Association des Marocains en France
- Association des travailleurs portugais de Sarcelles
- Association portugaise culture et sport de Houilles-Carrières
- UNEECI : Union nationale des étudiants et élèves de Côte-d'Ivoire
- STM-CFDT 93 Nord : Sections Kassbohrer-Sarcelles, PNA-Aulnay, Mercedes-La Courneuve, Gallays-St-Denis, Ziegler-St-Ouen, Geersteel-La Courneuve, Philipps-le Bourget, Paris 20e, EVR-Aubervilliers, Alsthom Unelec-St-Ouen, Alsthom-Atlantic-le Bourget, Bendix-Drancy, Wonder-St-Ouen, Jeumont Schneider-St-Denis, Renault-St-Ouen, Protec Métal-Plaine-St-Denis, Porcher-St-Ouen, De Greemont-Le Courneuve.
- Section Alr équipement-Asnières CFDT
- Section CFDT Câbles de Lyon, Bezons
- Section Dufour-Montreuil CFDT
- Section Vallourec-Noisy-le-Sec CFDT
- Union locale CFDT de Sarcelles/Garges
- Les sections CGT des hôtels St-Lazare, Concorde et Modern'Hôtel
- Union départementale CFDT du Val d'Oise
- Syndicat CGT Duco à Stains
- Section CFDT hôpital Rotschild
- Section CFDT hôpital Ambroise Paré (Boulogne)
- Syndicat Construction et bois CFDT 93
- Section CFDT hôpital de Pontoise
- Section CFDT hôpital Ste-Anne
- Section CFDT Assedic Hauts-de-Seine
- CAF : Caisse d'allocations familiales de la région parisienne CFDT
- Section CFDT cheminots Paris-St-Lazare
- Section CGT Négrier Louvre
- UL-CFDT de Longwy
- UL-CFDT de Bezons
- Section CFDT des Câbles de Lyon Clichy A
- Section CFDT des Câbles de Lyon à Lyon
- Section CFDT de l'hôpital d'Argenteuil
- Section CFDT LMT Montrouge 92
- Section CFDT-Alsthom-Atlantique St-Denis
- CUF1
- SCV : Syndicat du cadre de vie Sarcelles
- GISTI
- CEDETIM

IMMIGRES

Il est possible de mobiliser largement

Rassemblement national français-immigrés à Garges

CONTRE LES LOIS RACISTES ET ANTI-OUVRIERES
BARRE-BONNET-STOLERU

Grand rassemblement national Français-immigrés
Samedi 29 septembre 1979
à partir de 14h
à Garges-les-Gonesses

Il est possible de mobiliser largement

A LA veille du rassemblement français-immigrés le samedi 29 à Garges-les-Gonesses, nous publions la liste des sections, UL, UD de syndicats, et des associations de travailleurs immigrés et de quartier signataires de l'appel pour le combat contre les lois racistes Barre-Bonnet-Stoléro et organisatrices du rassemblement de Garges. Il s'agit de la liste arrêtée au 5 septembre 1979. Rappelons que ce début de semaine a été marqué par la poursuite des mesures répressives contre les résidents en lutte :

- Rachid Kanote, délégué du foyer d'Ivry, membre du Comité de coordination, passait lundi devant la commission d'expulsion à la préfecture de Créteil. Procédure légale (si l'on peut dire !) comparée à celle utilisée en 1976 pour expulser dix-huit délégués. Le ministre de l'Intérieur d'alors, Poniatoski, avait sauté cette étape, d'ailleurs assez formelle, puisque la décision revient au ministre, dossier complètement vide néanmoins : bel exemple de ce que légaliserait la loi Barre-Bonnet (on le sait, Rachid est simplement coupable d'avoir « défavorablement attiré l'attention sur sa personne », ce qui se réduit à être l'auteur présumé - mais même pas prouvé - d'un bombage sur un mur...)

Deux à trois cents personnes étaient venues manifester leur volonté de combattre cette tentative d'expulsion qui vise bien évidemment à briser la lutte dans les foyers.

- A Athis-Mons, le même jour, trois cents personnes environ avaient également répondu à l'appel de très nombreuses organisations locales syndicales (CGT, CFDT, GSCV), politiques (PCF, PS, PSU, PCML), démocratiques (Ligue des droits de l'homme, Amnesty, etc.), immigrées, comité anti-expulsion...

Les résidents du foyer Sonacotra de cette ville ainsi que ceux d'Etampes passaient au tribunal de grande instance. (Jugement le 22 octobre). Autre procès le 10 octobre où il sera question de saisies sur salaire pour les résidents d'Etampes.

A travers ces deux exemples, on le voit, la Sonacotra continue à utiliser toutes les armes pour briser la lutte. On le voit aussi, il est possible de mobiliser largement pour soutenir les résidents.

Cela doit être aussi le cas pour le rassemblement du 29 à Garges, axé contre les lois Barre-Bonnet-Stoléro, et qui inclut bien sûr la solidarité aux résidents en lutte et face à la répression.

Des tracts d'appel au rassemblement sont encore disponibles. On peut se les procurer à l'adresse du journal.
Gilles CARPENTIER

LUTTE

Grève des rotativistes de Lang (Paris)

DEPUIS le 12 septembre dernier, les travailleurs des rotatives de l'imprimerie Lang à Paris sont en grève. Leurs salaires étant parmi les plus bas de la profession, entre 3 100 et 4 100 F, ils réclament un franc d'augmentation de l'heure pour rattrapage. Au 1er septembre, la direction a décidé de n'appliquer l'augmentation de 3,5 % décidée par la fédération que

sur le salaire « syndical », c'est-à-dire les deux tiers du salaire réel. Les rotativistes demandent qu'elle soit portée sur la totalité du salaire.

Depuis le début de la grève, le directeur, M. Aguer, n'a cessé ses attaques contre les grévistes : intimidations, chantage à la faillite, organisation de provocations. Le lundi 17, les cadres, essaient de faire redémarrer une ro-

tative en présence d'un huissier, pour faire constater l'entrave à la liberté du travail... alors qu'il y a 99 % de grévistes !

Le jeudi 20, deux délégués CGT ont été convoqués devant le tribunal des référés qui a exigé la convocation de la réunion de conciliation statutaire dans la profession avant un conflit. La réunion en question a lieu le 26, et en attendant

la grève continue, mais le 1 % de non-grévistes et les cadres peuvent tirer le journal de Dassault, *Jours de France*, qui va sortir, bien que périmé.

la direction du magazine *La Vie* a essayé, elle, de faire tirer le journal chez *Néogravure*, mais les rotativistes ont refusé de briser la grève des travailleurs de Lang.

CM

Grève chez Tailleur

CHEZ Tailleur, entreprise d'emballage employant 157 personnes dont 120 ouvriers à Fleury-Les-Aubrais, on n'aime pas tellement les délégués syndicaux, surtout quand ils sont délégués CGT au comité central de l'entreprise. Alors on invente une histoire de vol et on essaie de licencier.

Seulement chez Tailleur, 90 % des travailleurs sont syndiqués à la CGT et on n'est pas prêt d'accepter ça.

La grève est déclenchée à la réintégration du délégué, s'ajoute la cinquième

semaine de congés payés, les salaires, une heure d'information syndicale prise sur le temps de travail, le 13e mois réel, 50 F de prime de transport.

La direction porte plainte en référés, c'est rejeté par le tribunal.

La direction bloque toujours, essayant d'avoir les travailleurs à l'usure, mais à Orléans les luttes commencent à se développer : Renault, Saviem, Fatman, Malichaut, CHRQ, la liste s'allonge des boîtes touchées par la crise ou entrant en lutte... la mobilisation se développe, c'est bon signe !

REPRESSION ANTISYNDICALE

Interlangues : licenciement du jour au lendemain

Manifestation intersyndicale CGT -CFDT le 27 septembre à 16 h

INTERLANGUES est une école privée qui donne des cours de langue aux adultes, normalement dans le cadre de la formation permanente.

Cette entreprise a déjà une longue histoire de problèmes sociaux derrière elle - depuis cinq ans et plus, la direction poursuit une politique de répression antisyn- dical, de non-respect du code du travail et de manœuvres très douteuses. La société change de raison sociale presque tous les ans et se divise et de redivise continuellement (Interlangues SA, Société nouvelle interlangues SARL, Association interlangues, France- langues, Interformation, Anglo- vision, Association formation professionnelle langues AFLP, Vidéo-langues, etc.). Actuellement il y a plus d'une douzaine d'enti- tés juridiques en France.

Tout cela sert à diviser le personnel, à éviter la juste représentation du personnel et bien sûr à la répression antisyn- dical, les licenciements et démissions forcés sont monnaie courante.

Un exemple de l'« utili- té » d'un tel dispositif : dans une partie de l'entre- prise, la direction demande l'autorisation à l'inspecteur du travail de procéder à trois licenciements écono- miques, dans d'autres par-

tie, des salariés sont payés par des chèques sans provision ! Une personne en est à son 3e chèque sans provision. Elle se trouve actuellement toute seule dans un bureau vide à Cré- teil, sans téléphone, sans électricité, bien qu'en même temps, la direction annonce son projet de diviser encore la plus grosse partie de l'entreprise - l'AFLP - pour monter deux entre- prises supplémentaires, l'une aux Champs-Élysées, l'autre à Opéra - pas des quartiers spécialement bon marché ! On dirait que c'est la folie totale mais beaucoup de gens souffrent de cette folie : le personnel et les élèves.

Pour faciliter ces métho- des de gestion, la direction mène une politique antisyn- dical acharnée, c'est bien rare qu'un délégué sérieux reste assez longtemps pour voir son contrat renouvelé. Néanmoins, le personnel réagit avec sa section syn- dical CFDT et a même marqué quelques points. En juin dernier, dans l'AFLP, le système des contrats à du- rée déterminée utilisés cha- que année pour assurer le « renouvellement » du corps enseignant a été dé- joué et tous les contrats ont été transformés en con- trats indéterminés - pas un seul licenciement pour une fois en juin en dépit des efforts de la direction. Cela ne pouvait pas durer donc

la direction a réagi durement.

Un ex-membre du comi- té d'entreprise (qui existait avant toutes ces divisions de l'entreprise), ex-délégué du personnel et militant bien connu dans les écoles de langues, a été licencié du jour au lendemain par M. Henri Piot, patron de l'entreprise, sous un pré- texte totalement fallacieux.

Ceci a évidemment susci- té une forte réaction dans les écoles de langues de Paris et une manifestation inter- syndicale est appelée par les deux syndicats du secteur, le SYPFOR-CFDT et SNPEP-CGT pour le jeudi 27 septembre 1979 à 16 h devant le siège de l'AFLP, 16, rue Guillaume Tell, 75017 Paris.

De tels agissements sont malheureusement trop bien connus dans le secteur, mais Interlangues en est un exem- ple particulièrement fla- grant. Cette manifestation s'inscrit dans le cadre de la campagne, menée depuis le début de l'année pour une convention collective dans les écoles de langues.

Les deux syndicats et la section syndicale d'inter- langues vous invitent à ve- nir à cette manifestation où plus de détails vous seront communiqués.

Pour tous renseignements : FEP-CFDT, tel : 878-32-72.

ECOLE

Les maîtres - auxiliaires intégrés à la lutte des parents

La lutte se poursuit au CES de Miribel, dans l'Ain. Parce que quatre postes n'ont pas été créés et que six postes ne sont pas pourvus, les parents des fédérations Cornec et Lagarde et les ensei- gnants ont engagé la lutte (Voir notre édition du mardi 25 septembre) et inventent des nouvelles formes d'action.

LE CES de Miribel, dans l'Ain, est tou- jours occupé par les parents d'élèves. Une nouvelle forme d'action s'est mise en place afin que les enfants ne paient pas les pots cassés des carences de l'administra-

tion. Un collectif de maîtres auxiliaires s'est proposé pour assurer la totalité des postes manquants et im- poser ainsi leur nomination au CES de Miribel.

Grâce à l'action unitaire des parents d'élèves et de l'intersyndicale des profes-

seurs, cette solution retenue par l'assemblée générale des parents d'élèves met l'admini- stration en demeure de respecter sa propre loi (la loi Haby) et de réembaucher les maîtres-auxiliaires au chômage.

Le collectif des maîtres- auxiliaires (44, rue St-Georges à Lyon) travaille plus que jamais à la recherche de solutions pour la réem- bauche des maîtres-auxi- liaires et à l'abolition à terme de ce statut de bouche- trou de l'Éducation nationa- le.

SYNDICAT

L'action du SGEN dans le cadre de l'accord CGT - CFDT

LE SGEN-CFDT a tenu une im- portante conféren- ce de presse, lundi 24 septembre. Roger Lepinet, son secrétaire général, a évoqué les prin- cipales actions du SGEN

concernant les problèmes d'action sur l'emploi, nota- mment contre le chômage des maîtres-auxiliaires, la durée du travail, la forma- tion et le problème des sa- laires.

A ce propos, le SGEN

condamne l'accord salarial passé entre le gouverne- ment, la FEN et FO. Le SGEN entend insérer son action dans le cadre de l'accord d'unité et d'ac- tion CGT-CFDT.

FEMMES

6 octobre à Paris : la marche des femmes pour l'avortement

On vient d'annoncer en coulisses les intentions du gouvernement sur la loi Veil : la reconduire en demandant une meilleure application, c'est-à-dire l'ouverture de centres d'interruption volontaire de grossesse (IVG) dans tous les hôpitaux. Le conseil des ministres du 3 octobre doit donner la position officielle. Quand on voit la politique de Barre sur les hôpitaux, on peut douter sur les directives éven- tuelles : peut-on ouvrir des centres d'interruption volontaire de grossesse sans crédits ? La lutte des femmes et de tous les progressistes pour l'améliora- tion de la loi Veil est donc toujours et plus que ja- mais à l'ordre du jour. Le 6 octobre, à Denfert- Rochereau, les femmes se rassembleront pour une marche sur Paris pour le droit à l'avortement libre et gratuit.

« L E 6 octobre les femmes manifestent appelées par des fem- mes qui, au-delà de leurs différences, de leurs diver- gences, et qu'elles appartiennent ou non à des groupes, des collectifs, ou des orga- nisations, se sont unies pour que toutes ensemble nous exigeons : - L'abrogation de la loi de 1920. - La dépénalisation totale et définitive de l'avorte- ment. - La suppression de toutes clauses restrictives et dis- suasives. - Les moyens pour toutes d'avorter dans de bonnes conditions. »

avorter c'est notre droit paris 6 octobre 79 14h marche des femmes départ. Denfert-Rochereau

C'est sur cette platefor- me que s'est créé à Paris, et pour toute la France, un collectif de coordination pour préparer une marche de femmes sur Paris. Ce col- lectif qui regroupe des fem- d'horizons très divers, s'est constitué sur la « nécessité et l'urgence d'une apparition massive des femmes en tant que femmes (et quel que soit l'intérêt des initiatives et des positions prises par des organisations diverses : syndicats, partis, associa- tions...) », comme le dit l'appel, le droit à la parole des femmes en quelque sorte. C'est d'ailleurs ce qu'ex- plique dans Le Matin Simone Iff, président du planning familial : « ... Si nous n'é- tions pas descendues dans la rue dès 1971, nous n'au- rions pas arraché la loi Veil. Une marche de femmes parce que cela a pour nous une valeur de symbole : ce sont les femmes, elles seules, qui ont le droit de choisir d'avorter, que per- sonne d'autre ne peut déci- der : ni le médecin, ni le juge, ni le mari. »

Cette manifestation, qui doit voir une mobilisation nationale, est aussi préparée en province, en particulier dans les centres de planning, les sections du MLAC ou les autres collectifs femmes qui peuvent être présents. Et on parle déjà d'affréter des cars.

Cette action spécifique des femmes, qui se veut spé- cifique mais non opposée à des actions regroupant les hommes et les organisations qui veulent s'engager dans la lutte pour l'avortement, sera donc la première de la ren- trée. Et c'est bien. Elle sera le signe que les femmes peu- vent se mobiliser, en masse, pour leurs droits.

Clair MASSON

L'HUMANITE ROUGE - Jeudi 27 septembre 1979

Form for the Women's March with fields for name, address, and signature.

Du nouveau dans la chanson française ?

LA mode est aux choses nouvelles assurément. Après les nouveaux philosophes, la nouvelle droite, les nouveaux hommes, le nouveau style, que sais-je encore, voici maintenant la « nouvelle chanson française ».

Lancée par France Inter avec l'émission « Y'a d'la chanson dans l'air », la dite « nouvelle chanson française » s'est vue couronnée mercredi dernier à l'occasion du Salon de la musique.

Qu'en est-il exactement ? Y a-t-il vraiment du nouveau sous les cieux ?

Une constatation d'abord : la variété s'essouffle, les ventes de disques chutent, nos stars les plus vendues ici ne tiennent plus la route une fois passées les frontières, d'où la vague disco qui déferle sur nos bonnes vieilles prêtresses : Vartan, Dalida, Sheila...

Sur un autre plan, la chanson, comme le cinéma et la littérature, est touchée par une réelle crise d'inspiration : on ne sait pas quoi dire, c'est l'essoufflement du discours.

LE SHOWBIZ A LA RECHERCHE D'UN SECOND SOUFFLE

Dans ces conditions, le show business s'est résolu depuis quelques années à chercher de nouveaux créneaux pour remonter la pente. Ainsi, la vague du rock and roll : s'il existe bel et bien d'excellentes choses qui sont faites dans ce domaine — « Trust », « 12 degrés 5 » — il faut bien voir aussi tout un aspect qui est en train de se développer : le rock-variété.

« Starshooter » ne s'en cache pas, « Téléphone » s'en approche ; pour ces deux groupes les plus célèbres, on est bien loin de la violence et de la spontanéité d'un mouvement qualifié un temps d'« HLM-rock ».

Deuxième aspect du problème : il existe à côté de ce fatras de vieilleries qu'on appelle la variété française une chanson « différente », pleine de santé. Les festivals comme le « Printemps de Bourges » ou les « Chansons à Orsay » l'ont révélée au grand public. Cette chanson, différente par son discours, son inspiration, ses recherches musicales, sa manière de produire, son rapport à l'argent, etc. et tout ceci à des degrés divers, si elle ne constitue pas un mouvement véritable dont les auteurs se réclameraient, force est de constater : Premièrement, qu'elle existe

en grand nombre, deuxièmement qu'elle vend des disques et remplit les salles — Mamadou m'a dit de F. Béranger classée 21e en 12e semaine au hit parade d'Europe No 1.

UN BAIN DE JOUVENCE

Tout en sortant des carcans de la chanson « rive gauche », des mythes « soixante-huitards », elle travaille dans de multiples directions et c'est là un véritable bain de jouvence. Si l'on peut parler de chanson engagée à ce niveau, c'est bien sur des sentiers guère battus, recevant, assimilant, voire inventant les formes musicales, la manière de dire et jusqu'au texte lui-même, loin des idées reçues des « Boulevard et Pécuchet » de la gauche moderne.

Mais le showbiz, comme le pouvoir d'ailleurs, a cette faculté vis-à-vis de ce qui dérange d'un côté de récupérer ce qui peut l'être — un certain rock'n roll par exemple — et d'en ramasser les fruits, et de l'autre, de maintenir dans le ghetto ceux qui ne portent pas encore sur leurs épaules une garantie en or. Alors lorsqu'il nous parle de « nouvel-

le chanson française » — soit en son nom, soit par l'intermédiaire des médias — faut-il y voir quelque chose de comparable à la « nouvelle chanson chilienne » par exemple ? Regardons le programme de cette journée du Salon de la musique. Peut-on mettre sur le même plan des gens comme Catherine Lara, Louis Shedid, William Sheller, Plastic Bertrand, Francis Cabrel, d'une part et de l'autre Béranger, Imago, Gilbert Lafaille, Renaud, Isabelle Mayereau, Michel Buhler... ?

La réponse, contenue dans la question, ne doit pas être prise de façon catégorique. En effet, je ne pense pas qu'il faille ranger dans les oubliettes de la variété moribonde le premier groupe de chanteurs. A leur manière et à leur niveau, ils apportent effectivement quelque chose de nouveau. Que ce soit la péché d'un Plastic Bertrand, le côté bon enfant, provincial sympathique de Francis Cabrel, l'humour d'un Gotainer, pour ne citer qu'eux, tout cela participe bel et bien à un vaste mouvement de renouvellement où des écoles rivalisent, des influences sont assimilées et tout cela est très bien...

Pierre VALSA

La souscription reste ouverte

Dans son éditorial daté du 12 septembre, Jacques Jurquet, Secrétaire général du Parti communiste marxiste-léniniste et directeur politique de l'Humanité rouge expliquait les conditions de la poursuite de la parution de notre quotidien. Après avoir traité de la question du bilan en cours, il indiquait : « D'ici le moment où ce bilan sera définitivement établi, c'est-à-dire le plus rapidement possible, j'appelle tous nos camarades, tous nos amis, lecteurs et sympathisants, à continuer à soutenir notre quotidien en participant dans la mesure de leurs moyens à la souscription permanente qui reste ouverte pour assurer le financement, et en contribuant par leurs lettres, le récit de leurs expériences et les points de vue politiques qu'ils ont à exprimer à dresser le bilan en question ».

La souscription recueillie depuis début septembre déjà répertoriées atteignait 42 907,90 F à la date du 24 septembre 1979. Avant d'en publier le détail, nous allons publier la liste des souscriptions qui ont permis, entre fin juin et fin août, d'atteindre l'objectif des quarante millions.

TOTAL PRÉCÉDENT 269.908,50 F

- Un ex-membre du PCF, sympathisant, Indre 100,00 F
- La femme d'un camarade, Indre 50,00 F
- Un couple de la CFDT, Indre 20,00 F
- Une collègue de la CFDT, Indre 10,00 F
- A. G., Indre 50,00 F
- Cellule Louise Michel du PCML, Grenoble 1.500,00 F
- Pour que vive le quotidien, M. A et B., Grenoble 200,00 F
- M. et Mme H., Biarritz 200,00 F
- Une camarade de la rédaction, Paris 10,00 F
- Pour la souscription, une enseignante, Bordeaux 500,00 F
- Souscription à la librairie, H. S., Paris 240,00 F
- Souscription Martin J., Marseille 100,00 F
- Souscription Bellatti Cl., Marseille 100,00 F
- Souscription Istres 40,00 F
- F.A. G.O., Marseille 20,00 F
- Bernard, Marseille 10,00 F
- Cellule A. Marty du PCML, Pas-de-Calais 1.750,00 F
- Cellule F. Varlin du PCML, Vendée 810,26 F
- Cellule A. Marty du PCML, région parisienne 1.600,00 F
- W. A., Chambéry 100,00 F
- Pour la souscription, V. J. Dijon 400,00 F
- Cellule du PCML, Tours 300,00 F
- CPR du PCML, Centre 400,00 F
- Cellule F. Marty du PCML, Vitry 200,00 F
- Fête de Brétigny, vente de foulards, tableaux en soie, stand de tir, Cellule F. Marty du PCML, Vitry 410,00 F
- Un délégué AFRP, région parisienne 56,00 F
- C. P. du PCML Manouchian, région parisienne 64,00 F
- Pour la souscription, D. M., Saint-Brieuc 160,00 F
- Cellule du PCML, Loire-Atlantique 250,00 F
- Cellule du PCML, Marakowski, Marseille 2.100,00 F
- C. H., Guerret 65,00 F
- Cellule P. Overney, Brest 100,00 F
- Supplément à réabonnement Bimensuel, D. P., Talence 25,00 F
- Souscription à librairie, Lyon 230,00 F
- Des camarades de Lyon 500,00 F
- Un camarade enseignant, Sarthe 40,00 F
- Un sympathisant, Sarthe 10,00 F
- Un camarade de la rédaction, Paris 50,00 F
- Cellule Mao Zedong, Paris 1.100,00 F
- Souscription C. P. du PCML Manouchian, région parisienne 950,00 F
- Cellule du PCML P. Sémard, Dijon 300,00 F
- Vente de confitures pour la souscription, Paris 40,00 F
- Soirée de soutien à l'Humanité rouge, Fédération du PCML de Nantes 1.031,00 F
- Souscription, G. S., Dijon 1.000,00 F
- Section CGT Valloire, Gard 150,00 F
- Un vieux sympathisant, ancien compagnon de F. Marty, Montpellier 37,00 F
- Vente de confitures, Pyrénées orientales 140,00 F
- Vente de vin, méchoui, Montpellier 50,00 F
- Souscription pendant méchoui, Montpellier 757,10 F
- Des camarades, Montpellier 900,00 F
- Un camarade et des amis, Montpellier 125,00 F
- Supplément à vente de brochure, Montpellier 3,20 F
- 3,00 F
- Sur vente au porte-à-porte, Montpellier 83,50 F
- Supplément à Bimensuel et brochures, Montpellier 4,00 F
- Un travailleur, Montpellier 2,00 F
- Une femme de la CSCV, Montpellier 2,00 F
- Sur vente de photos de Dunkerque, Montpellier 6,00 F
- Une sympathisante de Montpellier 9,00 F
- Un Cambodgien, Montpellier 4,00 F
- La mère d'un camarade, Montpellier 30,00 F
- Sur vente de confitures, Montpellier 20,00 F
- Cellule du PCML, Marseille 250,00 F
- J. J., Marseille 2.200,00 F
- Pour que vive et se développe l'Humanité rouge, N. PH., Isère 500,00 F
- Un camarade de Lille 100,00 F
- Souscription de masse, J. Mhè, Lille 60,00 F

NOUVEAU TOTAL AU 2 JUILLET 1979 292.537,56 F

TELEVISION

Un clown pas triste

Guy Bedos, jeudi au Grand Echiquier avec Anna Prucnal, Isabelle Mayereau, Zouc, Djurdjura, Higelin

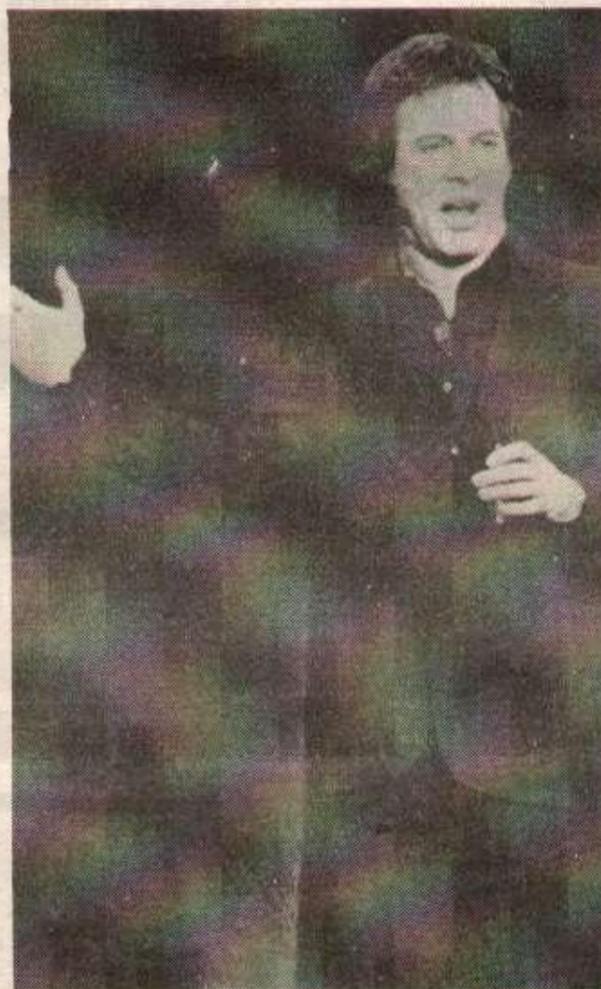
IL aurait pu jouer sur son accent et devenir un comique pied-noir de plus, un Robert Castel bis. On le verrait à L'Inconnu de 20 h 45, ou au Top Club ou au Palmarès 80 de Guy Lux. Il ne prend pas pour cible les travailleurs immigrés comme Pechin dans Le égale et le fourmi, ni les travers de gens du peuple comme Coluche.

Il va plus loin que les petits défauts de chacun croqués par Reiser. C'est à ceux d'en haut qu'il s'attaque sans pitié : « Cette société, je la trouve bête, méchante, implacable et elle nous pousse, tous, à devenir également bêtes, méchants et implacables ».

Ce qu'il traque dans tous ses sketches, c'est : « La bêtise, l'indifférence, le mépris, le mépris absolu, celui qui va jusqu'à nier l'existence même d'une catégorie d'individus, racisme de peau, racisme de classe, le ton "ces gens-là, n'est-ce pas..." c'est dans ma "tendre" enfance, là-bas, de l'autre côté de la Méditerranée, que je les ai ressentis, viscéralement ». Au lieu de

se contenter des pirouettes habituelles, il veut « faire rire de ce qui fait habituellement pleurer ». Ce n'est pas chose facile, l'humour c'est de la dynamite à manipuler avec précaution. Surtout quand on aborde certains sujets, ainsi dans le sketch intitulé Vacances à Marrakech, Bedos met dans la bouche de touristes, style Club Méditerranée, des propos racistes. Devant les réactions, certains prenant pour argent comptant les propos racistes : « Qu'est-ce que tu leur mets, aux râlons ! », Bedos réplique : « Je ne le joue plus (...), je ne le jouerai peut-être plus jamais. Parce que ça, c'est le piège de l'humour, il n'y a pas de mode d'emploi. C'est fatalement ambigu ». Bien souvent il dénonce les préjugés qui conduisent à l'incompréhension et au mépris. Préjugés racistes, préjugés des riches, préjugés des hommes sur les femmes : ainsi dans La drague, ou dans un sketch plus récent en prolongement de La drague, il nous montre un dragueur qui en est pour son fric.

Au moyen de monolo-



Une petite partie de ce que Guy Bedos pense de la droite : « L'indifférence à tout ce qui n'est pas soi, son milieu, sa famille, sa maison, son confort, sa sécurité, son bonheur ».

gues, surtout depuis qu'il n'est plus avec Sophie Daumier, il cerne le malaise que secrète cette société. Avec ses sketches sur « SOS amitié », avec celui sur la majorité silencieuse : « Je me tais, je me tais et je le dis ».

Il excelle dans la parodie

ainsi Le tube de l'hiver à partir de la chanson à l'eau de rose de Joe Dassin où il nous montre un couple dans la mouise.

Bref, à ne pas manquer !

L.C.

Note : les citations sont extraites de Guy Bedos Je craque en livre de poche.



Les grévistes de la Cotra (société de bus d'Angers) défilent avec d'autres travailleurs. Est présente, entre autres, une délégation des pompiers d'Angers qui, en mai 1978, ont eu un long conflit avec la municipalité.

ANGERS

Contre 47 licenciements, la grève des bus continue

Angers (correspondant)

IL ne se passe pas de jours sans que le personnel de la nouvelle société de bus ne manifeste (*) à la mairie d'Angers, au siège de la Cotra, dans les rues d'Angers. Les grévistes montrent par là leur détermination à continuer la lutte jusqu'à la victoire.

Le PS voudrait bien que les travailleurs modèrent leurs revendications. Le maire, PS, est en effet principal responsable des licenciements.

Le PC, lui, fait grand bruit de l'éviction d'un adjoint des affaires municipales. Il réclame une « gestion démocratique » des bus en confiant la gestion des bus directement aux municipalités des environs d'Angers unies dans un syndicat intercommunal.

Cette querelle ne profite pas aux travailleurs mais les grévistes ont su rejeter toutes les divisions : la grève est totale. Les grévistes maintiennent leurs revendications :

- Aucun licenciement ;
 - Maintien des avantages acquis ;
 - Ils disent « ce n'est pas à nous de payer les erreurs de gestion ». Ils sont décidés à lutter jusqu'à satisfaction.
- * Voir L'Humanité rouge du 18 septembre 1979.

Soutien à la lutte des cheminots

Nîmes, communiqué.

La cellule Vincent Faïta du Parti communiste marxiste-léniniste approuve et soutient sans réserves la campagne lancée par les cheminots CGT pour mobiliser les travailleurs de la ville contre les suppressions d'emplois au dépôt SNCF.

La politique gouvernementale dans ce domaine est une politique de compression de personnel, de même que pour le personnel roulant, et au bout du compte, une politique de licenciements et de chômage...

Il est juste et nécessaire de s'y opposer par tous les moyens.

Contre la suppression des emplois au dépôt de Nîmes :

- Unité à la base et dans l'action ;
 - Solidarité ;
 - Soutien à l'action des travailleurs du dépôt et de leurs syndicats.
- Parti communiste marxiste-léniniste
Cellule Vincent Faïta de Nîmes.

Nouvelles économiques

Licenciements en Picardie

LES restructurations vont bon train dans le département de la Somme. C'est ainsi que les groupes Schlumberger et Boussac-St-Frères (encore les Willot) ont annoncé 373 suppressions d'emplois dans deux usines.

Chez Flonic-Schlumberger, c'est l'usine d'Abbeville qui est touchée (173 sur 200). La direction propose des mutations à Haguenau, Macon et Reims (tout près quoi).

Chez St-Frères (200 suppressions d'emplois sur 500 de l'usine de Bertaucourt-les-Dames), la direction propose des mutations à Abbeville, St-Ouen, Ailly-sur-Somme et Beauval.

Mais à terme les syndicats disent que ce sont bien des licenciements effectifs qui auront lieu chez St-Frères.

Automobile : l'orage couve

GENERAL Motors se redéploie en Europe. Il sort désormais sa première voiture à traction avant. En effet, sa filiale Opel sortira une « Kadett »

de ce type. La voiture se place d'ores et déjà au niveau des meilleurs européennes, ce qui va rendre la concurrence d'autant plus dure entre les divers monopoles de l'automobile. Les « canards boiteux » n'ont qu'à bien se tenir.

Certains experts n'ont-ils pas déclaré officieusement à qui voulait bien les entendre qu'au niveau européen subsisteraient deux ou trois groupes. Les places vont être très chères dans les années qui viennent.

British-Leyland a passé un accord il y a quelques temps avec la firme japonaise Honda. Au terme de cet accord, British-Leyland produirait des Honda sur ses chaînes de montage en Angleterre. Aussitôt, le gouvernement français faisait connaître sa position en s'insurgeant contre cet accord qui placerait en difficulté les voitures françaises et mettrait fin à la domination des Européens sur leur marché intérieur.

Aujourd'hui, British-Leyland demande aux Japonais de limiter leur pénétration du marché anglais à 10% (11% pour les huit premiers mois de cette année). La position de British-Leyland devient particulièrement délicate au niveau européen.

D'un côté, la firme demande aux Japonais de bloquer leurs exportations vers la Grande-Bretagne, de l'autre elle facilite l'entrée de Honda sur son propre marché. A terme, du point de vue capitaliste, ce n'est pas une position tenable. Et pour les travailleurs encore moins. Car les licenciements sont là et seront bientôt là pour tous les autres constructeurs dans des proportions considérables.

Manifestation pour ne pas devenir la poubelle atomique

LE Japon, la Suède, l'Allemagne de l'Ouest, l'Afrique du Sud, l'Italie, la Hollande, la Belgique, la Suisse, etc. se débarrassent de leurs déchets à La Hague. L'usine de La Hague (COGEMA) a signé des contrats portant sur près de 6 000 tonnes de déchets à retraiter. Or, en 1978, il n'a été retraité que 14 tonnes de déchets PWR (centrales de type Flamanville ou Fessenheim) !!!

Le retraitement au niveau industriel n'est toujours pas au point, et sans parler des problèmes des rejets pendant le retraitement et de stockage après le retraitement.

Même les USA ont renoncé à retraiter.

- Nous ne voulons pas devenir la poubelle atomique du monde !
- Tous à Cherbourg le jour où le « Pacific Fisher » arrivera !

CFDT, FEN, CSCV, PS, PSU, MRG, PCML, Courant 3 de l'OCT, Groupe Femmes, Témoignage chrétien, Comité couloirs de lignes, Paysans-Travailleurs, CRILAN Saint-Lô.

Saint-Gobain chez CII-Honeywell-Bull

255,7 millions le droit d'entrée !

LE 24 septembre, dans l'après-midi, St-Gobain et la CGE publiaient un communiqué commun disant que « la société Opagap, filiale de la Compagnie générale d'électricité, vient de céder 3 934 433 actions de la Compagnie des machines Bull, représentant 20% du capital de cette société, à la société Orisud, filiale de St-Gobain-Pont-à-Mousson. L'application en bourse a été effectuée au cours de 65 francs l'action, soit pour une somme de 255,7 millions de francs ».

Ainsi donc, St-Gobain-Pont-à-Mousson fait son entrée dans le club de l'informatique. C'est le résultat de sa politique de reconversion qui a débuté il y a plusieurs années et qui s'est concrétisée ces derniers mois par la cession des dernières activités sidérurgiques du groupe Sacilor-Sollac et par la restructuration de son secteur verre plat.

AGIT-PROP CENTRALE

Matériel prévu

Une affiche grand format : « Adhérez au PCML », une affiche grand format de propagande pour le quotidien : « Chaque jour L'Humanité rouge au cœur de vos luttes », un bandeau 80 X 20 : « Lisez L'Humanité rouge ».

Nous demandons aux camarades concernés de nous fournir leurs estimations en considérant qu'il s'agit d'une campagne à long terme (deux à trois mois).

Administration



est parue

Dans ce numéro, des extraits des textes de la conférence paysanne du PCML.

La Faucille : Abonnement 1 an : 60 F, BP 258 75866 Paris cedex 18, CCP 17 56483 B Paris.

30e anniversaire de la République populaire de Chine

Activités de l'AAFC à Paris

I - Au centre Pompidou

Un cycle de conférences aura lieu en septembre-octobre-novembre. Il sera conjointement organisé par l'AAFC (l'Association des amitiés franco-chinoises) et la Bibliothèque publique d'information. Ces conférences seront animées par Claude Hudelot de France-Culture.

- Pour l'instant sont prévues :
- Dans la petite salle du centre (sous-sol) :
 - Jeudi 27 septembre : Art et littérature chinois (avec Vercors et Jacques Dars) ;
 - Jeudi 4 octobre : La Chine dans le monde (avec F. Manac'h) ;
 - Vendredi 12 octobre : Les minorités nationales (avec Régis Bergeron de retour du Tibet, Jean Goffin, Claudette Custan) ;
 - Vendredi 19 octobre : Témoignage de Han Suyin.
 - Dans la salle de la BPI (Jean Renoir) :
 - Le cinéma chinois, l'enseignement du chinois et les échanges universitaires, la justice, l'économie chinoise (avec P. Gentelle, A. Lefebvre, Hélène Marchisio) - dates non encore communiquées.
 - Une exposition de photos (« Vu en Chine ») à laquelle participent entre autres, des photographes envoyés en Chine par l'Association. Elle a lieu du 5 septembre au 26 novembre dans la BPI (vernissage le 19 septembre à 18 h 30).
 - Un cycle de films (fiction et documentaires) se déroulera du 24 au 29 octobre.

II - Salle Pleyel

Grande soirée d'amitié le samedi 13 octobre à 20 h, avec Han Suyin et le film chinois *Printemps précoce* présenté cette année à Cannes (hors festival).

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
 PRÉNOM
 Lieu de travail
 Adresse
 Code postal

(A retourner à la boîte postale de L'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
 Rédacteur en chef : Jean Quercy
 Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
 Front ouvrier : Gilles Carpentier - International
 Annie Brunel
 L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
 B.P. 201 - 75926 Paris cedex 10
 CCP : 30 226-72 D La Source
 Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Desrosiers
 Commission paritaire N° 57 952
 Distribution N.M.P.P.
 Imprimerie La Nouvelle
 Dépôt légal 2eme trimestre 1979



Les marins-pêcheurs menacés

DEUX affaires viennent nous rappeler combien risquent de s'aggraver les conditions de vie et de travail des marins-pêcheurs de la pêche industrielle comme de la pêche artisanale.

Le filet pélagique

Jeudi 13 septembre, une centaine de marins-pêcheurs en colère ont occupé la direction régionale des affaires maritimes à Nantes, retenant dans son bureau le directeur, M. Lepvrier.

Il s'agissait d'obtenir la suppression d'un arrêté du 16 juillet autorisant la pêche au chalut pélagique en bœuf de la baie de Quiberon.

Qu'est-ce que le filet pélagique ? Depuis la crise des grands chalutiers, une nouvelle technique de pêche est apparue, le filet pélagique. Le filet pélagique est un filet vertical qui racle tout le poisson du fond à la surface.

Le patron-pêcheur vend ensuite toute sa pêche très diverse. Cette pêche peut se pratiquer en bœuf (c'est-à-dire à deux chalutiers côte-à-côte) et nettoie rapidement les eaux de petites et moyennes profondeurs.

Cette pêche se pratique au bord des côtes là où traditionnellement les pêcheurs artisanaux font leur production. Il y a rapidement un pillage des espèces et cela risque de dépeupler ces zones de pêche où vivent en particulier les espèces jeunes.

C'est pourquoi les patrons-pêcheurs artisanaux et les marins-pêcheurs syndiqués à la CFDT de Sarzeau, Houat, Belle-Ile et Quiberon s'opposent à cette pratique, dans les zones de pêche traditionnelles.

Le pélagique n'est pas à priori une mauvaise technique mais elle ne doit pas se faire et concurrencer les pêcheurs artisanaux. Les pêcheurs de la



Manifestation des pêcheurs devant la mairie de Carnac

Dans le cadre de la crise économique, la pêche est un secteur touché et qui va certainement l'être de plus en plus gravement.

Concurrence européenne, politique de l'État au service des grands armateurs, pillage des mers depuis 1960, tous ces facteurs aggravent la situation des pêcheries françaises (et surtout bretonnes : plus de 50 % des effectifs globaux).

baie de Quiberon disent « Halte au pélagique ».

Les pélagiques portent atteinte aux casiers et détruisent les bancs de poissons. Restera-t-il de la daurade dans trois ans à Quiberon ?

La réponse de l'administration a été, comme toujours, le recours à la police qui a vidé les manifestants. Dès le lendemain, les marins-pêcheurs ont répondu en manifestant de nouveau à la

mairie de Carnac où trône un dénommé Bonnet, ministre de l'Intérieur, qui s'était pourtant opposé au pélagique avant les élections, il y a deux ans.

Le maire de Houat, petite île de 3 000 habitants du Morbihan, a même remis sa démission de chevalier de l'Ordre national du mérite.

Cette affaire qui risque de remettre en cause la pêche ar-

tisanale, source de nombreux emplois en Bretagne, est à suivre. Elle est grave.

La langoustine

On sait que la langoustine représente une des activités principales des pêcheurs de Cornou-

aille française (secteur de Le Guilvinec, Loctudy, Penmarch). Or, avec l'institution des deux cents miles marins, une guerre s'est déclenchée depuis deux ans entre l'Angleterre et les marins bretons.

Il s'agit pour les Britanniques de chasser de leurs eaux nationales les pêcheurs bretons qui ont toujours travaillé traditionnellement dans cette région.

Le but des Anglais est de restructurer leur pêche aux dépens des autres pays européens en accaparant les eaux où se pêchent 70 % de la production européenne.

Cela, bien sûr, en dépit de leur rentrée dans la CEE et des accords communautaires qui autorisent le libre accès dans les eaux européennes.

Pour cela, les Anglais ont décidé unilatéralement que la taille des mailles des filets pour la pêche à la langoustine devait passer de 50 à 70 millimètres.

Serait-ce une mesure de protection pour éviter la prise de trop petites langoustines ? Non, car la langoustine, contrairement à de nombreux poissons, n'est pas menacée de disparition.

En tout cas, pour les pêcheurs bretons, c'est 30 % de la production en moins si on adopte les nouveaux filets. Cela serait très grave pour tout le pays bigouden où beaucoup de monde vit de cette activité.

Jeudi 13 septembre, un chalutier de Loctudy de 6 tonnes a été arraisonné par un garde-côte anglais et conduit sous bonne escorte dans un port anglais. Puis, le patron-pêcheur a été inculpé d'« infraction au maillage ».

Pour la CGT et la CFDT, il s'agit d'une manœuvre destinée à évincer la pêche artisanale bretonne pour laisser la place à l'appropriation des ressources par les multinationales de l'agro-alimentaire.

Bien sûr, l'État français et Barre, si prompts d'habitude, n'ont pas réagi ! Mais que pèse la langoustine, la vie et le revenu des pêcheurs dans l'enjeu des trusts capitalistes européens.